

CONSIDÉRATIONS SUR LA RÉFORME AGRAIRE EN DOBROUDJA APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

pr. dr. Marian COJOC¹

Après le 23 août 1944 la situation de l'agriculture en Dobroudja et, implicitement, celle des différentes catégories de propriétaires ruraux, a été particulièrement influencée par les stipulations de la Convention d'Armistice imposée à la Roumanie à Moscou les 12-13 septembre 1944. Nous avons en vue ici les modalités d'application des exigences du document évoqué, qui se sont soldées, en Dobroudja aussi bien que dans le reste du pays, par de nombreuses réquisitions en nature (produits agricoles ou animaux) arrachées aux paysans de la région «avec ou sans formes légales», par l'occupant soviétique.

De ce point de vue, le cas de la Dobroudja se détache, par rapport aux autres régions du pays, quant à l'importance difficilement mesurable de nos jours, de l'authentique brigandage exercé par les troupes soviétiques, surtout entre août 1944 et mars 1947². En fait, à l'échelle du pays, les livraisons de produits (y compris de nature agricole) pour le compte de l'Armistice ont représenté, sur cette période, un important pourcentage du total de la production obtenue: 70,3% de l'huile comestible, 17,7% des animaux vivants, 27,1% des conserves, 54,7% des produits pétroliers, 24,1% du bois etc. Il nous semble nécessaire de souligner les modifications substantielles produites à l'échelle du pays entier, tout comme les évolutions structurelles enregistrées dans la consommation des céréales, d'abord à cause des derniers mois de la guerre et, parallèlement, en raison du nombre élevé des troupes soviétiques d'occupation ou de transit sur le territoire roumain. La conclusion des spécialistes est unanime en ce qui concerne la baisse sensible, pendant ces années-là, de la consommation de céréales panifiables pour la population civile et, de même, du maïs ou des fourrages pour les animaux, corrélée aux importantes réductions subies par le cheptel animalier.

Dans le cadre des livraisons pour le compte de la Convention d'Armistice sur cette période au niveau du pays entier, il convient de préciser qu'elles ont été exécutées surtout en vertu des articles 10, 11 et 12, des récoltes des années 1944-1946, pour les indicateurs de base suivants: blé, maïs, orge, avoine, seigle. D'un autre côté, les données centralisées par

¹ Universitatea "Ovidius" Constanța

² Bibliothèque de l'Académie Roumaine, *Archive Historique* (BARAI), le fond XXII, dossier 3464, f. 5.

l'Institut de Statistique en 1947 montrent, de manière indubitable, la baisse accentuée du stock animalier, il est vrai, en analysant l'intervalle 1939-1947: chevaux – 49%, bovins – 15%, ovins – 20,4%, porcins – 50,5%. Une situation alarmante a été causée par les pertes particulièrement graves des chevaux. La diminution de leur nombre et la baisse de qualité ont eu des répercussions sur la force de traction nécessaire à l'agriculture et aux transports des produits agraires, en déterminant en même temps la baisse du nombre et de la qualité des attelages. Le document intitulé *L'effort de la Roumanie dans l'application de la Convention d'Armistice* montre très clairement que la Roumanie a dû livrer à l'Union Soviétique, en vertu des articles 10, 11 et 12: 251.398 chevaux, 526.315 bovins, 1.001.138 ovins et 376.787 porcins. Toutes ces «contributions» pour le compte de l'Armistice représentent en partie («des biens pris avec formes légales») l'effort de la population de la Roumanie (et implicitement de la Dobroudja) pour contenter l'occupant soviétique. Nous affirmons ceci parce qu'à la date d'achèvement de l'étude statistique mentionnée, évaluée par les spécialistes du Ministère des Finances, les rapports des différentes zones du pays étaient incomplètes; dans les documents on spécifie le fait que 18 communes se trouvaient dans cette situation particulière³.

Au-delà des chiffres officiels enregistrés, en Dobroudja, comme dans le reste du pays, l'agriculture et tous ceux qui étaient à ce moment-là propriétaires ont souffert, en raison surtout de la réquisition forcée, dite «sans formes légales», dont le quantum qualitatif et la valeur sont pratiquement impossibles à établir exactement.

Dans cette perspective, il est inutile de préciser que la présence pour longtemps de l'occupant étranger en Dobroudja (1944-1958) a affecté la situation générale de l'agriculture.

De l'autre côté, l'agitation provoquée par la propagande et ouvertement par les représentants du parti communiste, peu nombreux au début mais de plus en plus nombreux par la suite, à l'abri de l'occupation soviétique, s'est concentrée, en Dobroudja, sur la question agraire et, implicitement, sur la réforme agraire démocratique vue comme une nécessité primordiale, à une époque où la guerre n'était pas finie. En janvier 1945, dans le journal «Cuget

³ *Ibidem*, le fond IX, dossier 534, f. 975-979.

liber», on consignait le fait que «dans ce département (de Constanța – n. n.) il y avait 724 propriétés agricoles dépassant 50 ha, totalisant 85.619 ha⁴». Le grand mécontentement du signataire de l'article venait du fait que seulement 18.209 ha étaient ensemencés: pour lui la saison, ou le fait que semailles se font, de manière nécessaire, le printemps, n'avaient pas de relevance. La solution exigée par l'auteur de l'article était bien claire: «la charrue doit renverser le plus vite possible les terres des grandes exploitations agricoles des boyards⁵».

Le ton était donné à Bucarest, où les dirigeants communistes rappelaient, du moins au niveau de la presse dirigée («România liberă» ou «Scânteia»), parfois de manière impérative, la nécessité d'un nouveau partage de la propriété foncière, tandis que, au niveau régional, dans les pages du journal «Cuget liber» on pouvait lire des injonctions semblables⁶ appartenant aux dirigeants communistes locaux. D'ailleurs, Gheorghiu-Dej lui-même jugeait, de manière surprenante pour bien des chercheurs, que «dans le journal Scânteia de l'époque, bien des choses étaient inventées»⁷.

En fait, le discours politique des dirigeants communistes, nationaux ou régionaux, sur toute la période (août 1944-23 mars 1945), a été doublé par l'action concrète dans les villages, soldée, au-delà du cadre légal, par l'occupation et le partage des surfaces agricoles appartenant de droit aux propriétaires légaux⁸. Des activistes «de confiance» du Comité Régional et

⁴ «Cuget liber», II^{ème} année, No. 109/22 janvier 1945.

⁵ *Ibidem*.

⁶ Maria Drugă, *Lupta pentru democratizare și reformă agrară în Constanța 1944-1945* [La lutte pour la démocratisation et pour la réforme agraire à Constanța], in «Comunicări de istorie a Dobrogei», 2, Muzeul de Istorie Națională și Arheologie Constanța (MINAC), 1983, p. 324.

⁷ BARAI, *Sinteză cu privire la guvernele din perioada 23 august 1944-30 decembrie 1947* [Synthèse sur les gouvernements de la période 23 août 1944-30 décembre 1947], p. 33; il s'agit d'un documentaire concernant la période en question, souligné et annoté par ailleurs par Gheorghe Gheorghiu-Dej, en août 1962.

⁸ N. Cioroiu, M. Cornea, *Lupta PCR pentru încheierea alianței clasei muncitoare cu țărănimea muncitoare în bătălia pentru reforma agrară din 1944-1945. Ocuparea pământurilor moșierești din raionul Negru Vodă, regiunea Constanța* [La lutte du PCR pour la consolidation de l'alliance entre la classe ouvrière avec les travailleurs agricoles dans la bataille pour la réforme agraire de 1944-1945. L'occupation des grandes

du Comité Départemental du Parti Communiste Roumain (PCR), des ouvriers du Chantier Naval du Port de Constanța, des Ateliers du Chemin de Fer Roumain de Palas, d'autres entreprises industrielles des villes du département, se sont mobilisés pour aider les paysans pauvres à passer à la mise en œuvre immédiate de la réforme agraire, de la manière exigée par le manifeste du Front des Laboureurs du 10 février 1945 ou par l'Arrêt de la section régionale du PCR de Constanța du 15 février 1945⁹. En conséquence, l'assaut «démocratique» de la classe paysanne alliée avec les ouvriers des villes, «afin d'affranchir les terres du contrôle des grands propriétaires fonciers»¹⁰, selon les exigences de l'organisation départementale du PCR de Constanța dans une circulaire émise à ce moment-là, a conduit à l'occupation et au partage des terrains de toute une série de localités de Dobroudja comme Nuntași, Cogeașlac, Râmnic, Pantelimonul de Jos, Gura Dobrogei, Basarabi, M, Techirghiol, Topraisar, Peștera, Runcu, Nistorești, Independența et d'autres¹¹, au nom du slogan «La loi, nous ne la faisons tous seuls», en défiant, ainsi, toute initiative légale des autorités. En réalité, au début du mois de mars de l'année 1945, l'influence du parti communiste avait augmenté considérablement, celui-ci détenant le contrôle de 52 départements sur un total de 58¹².

Le fait que la mise en œuvre de la réforme agraire n'ait attiré qu'une petite partie de la classe paysanne est quand même remarquable, l'appui le plus consistant dans le processus de réquisition des terres des grands propriétaires fonciers étant donné par les «ouvriers communistes». En union avec «leurs frères paysans, ils ont *confisqué* et partagé les terrains des grands propriétaires fonciers» – selon le quotidien «Cuget liber» du 30 mars 1945 –, concluant, ainsi, «de manière définitive, un triste chapitre de notre histoire»¹³.

D'ailleurs, dans le programme du gouvernement du Front National Démocratique, publié à la fin du mois de janvier de l'année 1945, les

exploitations agricoles du rayon de Negru Vodă, de la région de Constanța], in «Anale de Istorie», I (1955), No. 2, pp. 3-37.

⁹ BARAI, *Sinteză cu privire la...* [Synthèse sur...], p. 333.

¹⁰ *Ibidem*, le fond XII, dossier 487, vol. III, f. 26.

¹¹ «Cuget liber», II^{ème} Année, No. 154/24 mars 1945.

¹² Paraschiva Nichita, Marin Popescu, *Transformări agrare în România în anii 1944-1947* [Transformations agraires dans la Roumanie des années 1944-1947], in «Anale de istorie», XV (1969), No. 1, p. 20.

¹³ «Cuget liber», II^{ème} Année, No. 161/30 mars 1945.

communistes, en esquissant le projet de réforme agraire, avaient élaboré les concepts d'expropriation et de confiscation, le dernier substituant le premier, même si, ultérieurement, ils ont accepté le premier terme dans la loi agraire du 23 mars 1945¹⁴, après l'instauration, le 6 mars 1945, du gouvernement dirigé par Petru Groza.

Il faut mentionner le fait que ce gouvernement n'a rien entrepris afin de stopper le processus illégal de réquisition des terrains des propriétaires ruraux, en choisissant de ne pas intervenir même dans les situations où les paysans avaient partagé des propriétés de l'État. Au-delà de cet aspect, il est à remarquer que le nombre des propriétés confisquées dans tout le pays, comme le total des surfaces de terres que les paysans se sont partagées jusqu'au 23 mars 1945, quand la Loi agraire a été promulguée, reste inconnu¹⁵. Une explication peut être trouvée dans la dégringolade des responsables locaux de l'époque, incapables de réagir devant les pressions de tous genres, incapables même de consigner exactement, du moins dans les rapports envoyés à l'administration départementale, les superficies confisquées. Néanmoins, dans le département de Constanța, conformément à une statistique du service de Cadastre portant la signature d'Ed. Agricola, publiée le 27 janvier 1945, le nombre des grandes propriétés foncières expropriées était de 450. Il faut dire qu'en décembre 1944, dans le département de Constanța étaient enregistrés 724 propriétaires avec des propriétés dépassant 50 ha, totalisant 85.914 ha, c'est-à-dire seulement 15,04% du total des terrains cultivables du département¹⁶. La réalité est qu'au-delà des excès et des illégalités commis par les actes d'expropriation, des personnes qui, conformément à la loi, n'avaient pas ce droit, ont tiré profit du processus législatif du 23 mars 1945¹⁷.

Le rapport no. 3.719 du 30 juin 1946 de la Questure de Police à la Préfecture de Constanța présentait la cérémonie de remise des titres de propriété aux agriculteurs du département de Constanța. Les signataires du document, le chef de la Questure de Police et le chef du bureau de Police de Sûreté informaient que la cérémonie s'était déroulée sur la Place Ovidiu, en

¹⁴ Dumitru Șandru, *Reforma agrară din 1945 în România [La Réforme agraire de 1945 en Roumanie]*, Institutul Național pentru Studiul Totalitarismului, Bucarest, 2000, p. 12.

¹⁵ *Ibidem*, p. 85.

¹⁶ «Cuget liber», II^{ème} Année, No. 112 / 27 janvier 1945.

¹⁷ Dumitru Șandru, *op. cit.*, p. 85.

face de la Mairie de Constanța, à 10 heures 15, «en commençant par un office religieux, auquel ont participé: le ministre M. Ralea, le préfet du département et le maire de la ville, les délégués du Bloc des Partis Démocratiques, ainsi que les délégués de toutes les cantons du département, avec les maires de leurs communes, environ 10.000 personnes étant présentes au total¹⁸».

Le moment festif consacré à la réalisation de la réforme agraire a été, de l'avis du Préfet de Constanța, Victor Dușa, consigné dans le journal «Cuget liber» du 4 juillet de la même année, «l'œuvre la plus importante du gouvernement Groza¹⁹». Le fait suivant est intéressant : la manifestation a été ouverte par le discours du président du Front des Laboureurs de Constanța, Andrei Niculescu, et par l'hymne royal, mais à l'arrivée sur la place Ovidiu du colonel Roudenco, le Chargé de la Commission Alliée de Contrôle dans la Dobroudja, l'hymne soviétique a retenti. Parmi les autres personnalités présentes à la cérémonie, le rapport de la Questure de Police de Constanța enregistrait Gheorghe Olteanu, secrétaire du PSD, Radu Roșculeț, du PNL-Tătărescu, D. Argenta, représentant le Parti National Populaire, Anton Nișescu, du PCR, Mircea Marinescu – PNȚ (Anton Alexandrescu) etc. La cérémonie s'est poursuivie par la distribution des titres de propriété et a pris fin à 12 heures 40²⁰.

Le total des terrains expropriés dans le département de Constanța (d'une surface totale de 691.000 ha, ville de Constanța comprise), a été de 62.772 ha. C'est dans le canton de Medgidia que l'on a exproprié avec le plus de terrain (14.028 ha) ; et dans celui d'Ostrov qu'on en a exproprié le moins (1.477 ha). 17.732 laboureurs sont devenus propriétaires²¹ (17.739)²² suite à l'expropriation de 800 grands propriétaires fonciers²³ (selon d'autres sources, 933)²⁴.

¹⁸ Les Archives Nationales de Constanța (ANC), le fond de la Préfecture de Constanța, dossier 14/1946, f. 392.

¹⁹ «Cuget liber», III^{ème} Année, No. 431/4 juillet 1946.

²⁰ ANC, le fond de la Préfecture de Constanța, dossier 14/1946, f. 392.

²¹ *Ibidem*.

²² «Cuget liber», III^{ème} Année, No. 431/4 juillet 1946.

²³ ANC, le fond de la Préfecture de Constanța, dossier 14/1946, f. 393.

²⁴ *Ibidem*, le fond du Conseil Populaire de la Région de Dobroudja – La Section Direction Agricole de Constanța (DAC), dossier 520/1960, f. 1-2.

On a laissé, comme réserve, dans le département de Constanța, 1.594 ha, pour les prisonniers de guerre, 415 ha pour les officiers décorés de l'ordre «Mihai Viteazul», 2.021 ha pour les exploitations agricoles d'État et 425 ha pour les éconômats des ouvriers et des fonctionnaires²⁵.

La moyenne des lots de terrain reçus par les paysans du département de Constanța suite à la réforme agraire a été supérieure à celle du pays (en 1948 la moyenne du pays était de 1,1 ha de terrain arable pour une personne active, tandis qu'en Dobroudja celle-ci était de 2,1 ha, et dans le département de Constanța de 3,4 ha)²⁶.

«La Commission interministérielle pour l'application de la réforme agraire – écrivait Teodor Tănăsescu, son président, en s'adressant au ministre ressortissant – constate que dans la majorité des départements, le parcellement provisoire, exécuté par les paysans eux-mêmes, présente des manques et des erreurs qui pourraient rendre plus difficile la mesure de remise des titres de propriété aux ayants droit. D'un autre côté, les mesures et les parcellements qui sont en cours d'exécution par les topomètres officiels et qui ont caractère définitif sont des opérations de durée qui peuvent retarder la remise des titres²⁷».

Plus d'un an après l'occupation des grandes exploitations agricoles des «boyards» et le partage de celles-ci par les paysans on enregistrait d'importants problèmes au niveau du pays entier concernant la finalisation des aspects liés à la réforme agraire. Un rapport du Comité Départemental du Parti de Constanța admettait le fait que seuls 2.000 paysans du département et 179 de la ville avaient reçu les titres de propriété, le reste devant encore patienter²⁸.

«En présence de plus de 15.000 citoyens, on a remis les titres de propriété à Tulcea», – écrivait, en première page, le quotidien «Cuget liber» du 11 octobre 1946, en rappelant la présence à la grande manifestation de la première femme «ministre du pays», Florica Bagdazar. La cérémonie de remise des titres aux 15.000 laboureurs de Tulcea «s'est transformée en un

²⁵ *Ibidem*, le fond de la Préfecture de Constanța, dossier 14/1946, f. 393.

²⁶ Maria Drugă, *op. cit.*, p. 335.

²⁷ BARAI, le fond XII, dossier 2181, f. 51.

²⁸ *Ibidem*, dossier 487, vol. III, f. 130.

meeting géant et impressionnant d'affirmation de la force de la démocratie unie dans le Bloc (BPD – n. a.)²⁹».

Dans le compte-rendu de la Légion de Gendarmerie de Tulcea sur le mode d'application de la réforme agraire dans le département de Tulcea, rédigé le 10 mars 1946, on reconnaissait l'existence d'un petit nombre de terrains à exproprier: «une seule grande propriété foncière de 508 ha appartenant aux frères Strass, dans la commune de Turcoaia, dont on a exproprié une superficie de 358 ha. Pour le reste du département, le peu de terre a été partagé en parties égales (...). En général, comme dans ce département il n'y avait pas un grand nombre de grandes propriétés foncières, la réforme agraire n'a pas pu être appliquée partout, et, par conséquent, *bien des combattants de cette guerre n'ont pu devenir propriétaires* (c'est-à-dire une des principales catégories pour laquelle on avait décrété, officiellement, la réforme agraire – n. a.)³⁰». D'ailleurs, le 17 février 1946, la Préfecture de Tulcea avait informé l'Inspectorat Général Administratif de Constanța que «la superficie totale expropriée à Tulcea était de 2.030,6 ha (dont seulement 1.803,6 ha représentaient du terrain arable)», en remarquant le fait que dans le département de Tulcea il n'y avait pas «de manoirs ou d'autres bâtiments à exproprier³¹».

La superficie totale de terrain exproprié résultait de la somme des 1.803,6 ha de terrain arable avec les 29,78 ha de foin, les 185,28 ha des pâturages et les 12 jardins potagers. Le nombre des «laboureurs devenus propriétaires», selon la statistique du Bureau d'Administration d'État de la Préfecture du département de Tulcea était estimé, au début de l'année 1946, à 1.022. Le lot moyen attribué aux laboureurs fut de 1,5 ha et le nombre des «propriétaires de terrains à superficie inférieure à 50 ha, expropriés sur la base des dispositions d'expropriations totale» fut de 6, seulement³².

Mais un rapport de l'Organisation Départementale du PCR de Tulcea de 1947 mettait en évidence le fait qu'ici avaient été confisquées des superficies

²⁹ «Cuget liber», III^{ème} Année, No. 470/11 octobre 1946.

³⁰ Les Archives Nationales de Tulcea (ANT), le fond de la Légion de Gendarmerie de Tulcea (LJT – abréviation roumaine, n. t.), dossier 57/1946, f. 46.

³¹ ANC, le fond de l'Inspectorat Général Administratif (IGA) de Constanța, dossier 6/1945, f. 136.

³² *Ibidem*, f. 135.

bien plus grandes, de 3.470 ha redistribuées à 1.667 habitants. Le document en question indiquait en même temps la répartition par cantons des superficies expropriées : dans le canton de Tulcea «1.083 ha redistribués à 515 habitants; dans le canton de Babadag – 550 ha à 263 habitants; dans le canton de Topolog – 1.433 ha à 542 habitants et dans le canton de Măcin – 684 ha à 347 habitants³³».

Il faut dire que bien des rapports de l'organisation communiste de Tulcea reconnaissaient le fait que «toute une série d'abus s'était produite : soit on a redistribué des terrains à des gens qui n'y avaient pas droit, soit on était passé à l'expropriation des terrains qui n'entraient pas dans les stipulations de la Loi de la réforme agraire³⁴».

En essayant de trouver une explication à cet état de fait, un des documents mentionnés considérait que «ces abus sont dus à l'élan avec lequel on est passé à la confiscation des terrains des boyards³⁵ (sic !)

En conclusion, la Loi pour la Réforme agraire du 23 mars 1945, promulguée après la formation du gouvernement Groza, en Dobroudja, comme dans le reste du pays, n'a fait que donner une expression juridique en même temps à la politique au fait accompli et à des abus réels, signalés, comme on l'a vu, par les auteurs de la réforme.

Une question intéressante, liée aux solutions des gouvernants relatives à la réforme agraire, fut posée en Dobroudja par la *colonisation*. Les mouvements de population depuis et vers la Roumanie, commencés depuis l'été de l'année 1940, ont continué pendant les années de la guerre. Le gouvernement a conclu des conventions à caractère officiel qui ont eu pour finalité la réglementation des problèmes causés par les transferts de population. Dans l'Accord concernant l'échange de population roumano-bulgare du 7 septembre 1940 (Annexe C du Traité de Craiova) on avait établi que les biens des Bulgares qui quittaient la Roumanie (la majorité étant de Dobroudja) étaient considérés comme abandonnés à partir du moment du changement des instruments de ratification (août 1941) et devenaient la

³³ BARAI, le fond XII, dossier 487, vol. III, f. 22.

³⁴ *Ibidem*, f. 172.

³⁵ *Ibidem*.

propriété de l'État roumain³⁶. Le départ des Allemands, à l'automne 1940, a été réglementé par la Convention Roumano-Allemande du 22 octobre de la même année. Conformément aux articles 2 et 7 de la Convention, la propriété laissée dans le pays était soumise à la protection de l'État roumain et restait à la disposition de celui-ci ; après l'acquittement de la contre valeur des biens personnels des rapatriés en Allemagne, par le Protocole confidentiel roumano-allemand du 17 janvier 1942, l'État roumain devenait propriétaire de droit de tous les terrains tout comme des autres biens laissés par les Allemands officiellement partis de Roumanie. Pendant ces années-là, il s'est produit un afflux considérable de population roumaine des territoires perdus par l'État roumain, pendant l'été et l'automne de l'année 1940.

Arrivés sans aucune propriété, ces Roumains ont fait l'objet des préoccupations du gouvernement, qui a cherché des solutions aux problèmes de location et des moyens élémentaires de subsistance. Ainsi, les autorités roumaines ont-elles rendu disponibles les terrains et les habitations des Bulgares et des Allemands qui avaient émigré en 1940. Nous mentionnons le fait qu'au moment mentionné il y avait en Dobroudja 14.100 Allemands (dont 11.000 dans le département de Constanța et 3.100 dans le département de Tulcea), et que les statistiques n'enregistraient plus, à la fin de l'année 1947, que 388 Allemands dans le département de Constanța et 208 dans celui de Tulcea³⁷.

L'organisme habilité, par la Loi de colonisation du 25 avril 1940, à établir les nouvelles propriétés des Roumains, l'Office National de la Colonisation (ONAC – abréviation roumaine, n. t.), dépassé par la complexité des travaux à exécuter, fut incapable de finaliser la remise des titres de propriété aux colonisés qui avaient bénéficié des lots de terre, depuis la réforme agraire de 1921. Aussi, bien des Roumains réfugiés des territoires perdus par l'État roumain pendant l'été et l'automne de l'année 1940, avaient-ils entretenu, moyennant un loyer, des terrains entrés dans le patrimoine de l'État après le départ des Allemands et des Bulgares, jusqu'en 1948. Dans les départements de Dobroudja, même au printemps de l'année 1947, une grande partie de ces surfaces n'avaient pas pu être répartie parmi

³⁶ Dumitru Șandru, *op. cit.*, p. 201.

³⁷ ANC, le fond de l'Inspectorat Régional de Gendarmerie de Constanța, dossier 25/1946-1947, f. 454.

les Roumains qui avaient quitté le Quadrilatère, les terrains restant dans l'administration du Service des Biens Allemands du cadre de l'ONAC qui les avait exploités par concession sur la base de la Loi de la colonisation no. 1430 de 1940.

Après la promulgation de la Loi agraire, les travaux de colonisation sur les terrains provenant des Allemands partis de Roumanie ont été bloqués par les prétentions soulevées par le gouvernement soviétique sur les biens appartenant à ceux-ci. Il faut préciser, en ce sens-là, le fait que, en conformité avec les stipulations de l'article 8 de la Convention d'Armistice et, ultérieurement, par l'article 26 du Traité de Paix du 10 février 1947, la Roumanie a reconnu que «l'URSS a droit à toutes les propriétés allemandes de Roumanie, qui ont été transférées à l'Union Soviétique par le Conseil de Contrôle pour l'Allemagne, et s'engage à prendre toutes les mesures pour faciliter les transferts». Les biens remis comme étant allemands ont été évalués à 1.741,6 millions de lei. Nombre d'entre eux ont été remis alors qu'ils n'étaient pas allemands ou ont été injustement évalués. Par le Traité de Paix il a été pratiquement imposé à la Roumanie de renoncer à ses créances contre l'Allemagne, mais de payer les créances de celle-ci contre la Roumanie, résultant des échanges commerciaux effectués en clearing entre les deux pays. Ainsi, la Roumanie a-t-elle été obligée d'exporter une deuxième fois afin de liquider ces dettes. Les biens importés de l'Allemagne qui allaient être transférés en URSS ont constitué, en grande partie, la contribution soviétique à la réalisation des sociétés mixtes soviéto-roumaines – *Sovrom*³⁸.

Quant aux surfaces de terre entrées dans le patrimoine de l'État sur la base du traité avec la Bulgarie du 7 septembre 1940 et de la Convention avec l'Allemagne du 22 octobre de la même année, le bref «Compte-rendu sur la colonisation dans la Dobroudja» du 10 août 1945 est très éloquent. Dans ce document, l'inspecteur général, l'ingénieur Gheorghe Andreescu, mettait en évidence une série de manques et des dysfonctionnements enregistrée dans la région, jusqu'à cette date. Pour le département de Constanța, le fond immobilier entré dans le patrimoine de la colonisation a été de 83.689 ha de terrain et de 7.278 exploitations agricoles répartis à 7.340 familles de

³⁸ BARAI, le fond XXII, dossier 3464, f. 6.

colonisés et à des institutions (73 exploitations agricoles). Ce responsable soulignait le fait qu'il continuait d'exister un état provisoire, que la situation des familles colonisées n'étant pas complètement clarifiée suite à l'absence des actes de propriété et, par conséquent, qu'il se produisait inévitablement des dégradations de biens et d'exploitations agricoles sans que personne puisse en être déclaré responsable. La conclusion était très clairement exprimée à la fin du document: «Il faut que la situation précaire des 21.000 familles évacuées du Quadrilatère cesse et, implicitement, la nécessité de soutenir la production de cette province³⁹».

Dans l'Adresse de la Commission Départementale pour les Biens Bulgares et Allemands, no. 2299 du 25 octobre 1945 remis à l'Inspectorat Général des Colonisations, on a spécifié en détail tous les «biens agricoles, jardins potagers, vignes, vergers, forêts et terrains arables provenant des rapatriés allemands et des évacués bulgares⁴⁰». Dans le seul département de Constanța 158 Bulgares et 71 Allemands ont été affectés, et ils ont laissé à l'État roumain des superficies comprises entre 2.000 m² et 36 ha de terrain arable, vignes ou jardins potagers⁴¹.

Au début de l'année 1948 le problème de l'attribution des terrains provenant des Allemands ou des Bulgares aux colonisés n'était toujours pas réglé, même si une situation du 20 janvier relative à la «fixation des colonisés» effectuée par les commissions des départements de Constanța et Tulcea mettait en évidence le fait que la superficie attribuée aux colonisés à ce moment-là s'élevait à 72.786 ha (terrain arable, jardins, vignes et pâturages), en lots de 2 à 10 ha⁴². À ce moment-là, il existait 14.596 ha de terrain arable disponible, dont on a distribué, ultérieurement, des surfaces importantes à des exploitations agricoles d'État nouvellement construites⁴³.

Dans la Note de l'Inspectorat Général Administratif no. 157 du 23 janvier 1948 on consignait la situation spéciale du département de Tulcea, parce que, « suite au rapatriement de la population bulgare et allemande et à la colonisation par la population venue des départements cédés et de l'Ancien

³⁹ ANC, le fond de la Préfecture de Constanța, dossier 304/1945, f. 134-135.

⁴⁰ *Ibidem*, dossier 92/1945, f. 1-6.

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² *Ibidem*, le fond de l'IGA de Constanța, dossier 1/1948, f. 74.

⁴³ *Ibidem*.

Royaume », il restait encore environ 9.000 ha de terrain arable non-attribué. Les responsables de cette institution demandaient à la Préfecture de Tulcea de rapporter, avant le 1^{er} février 1948, les mesures prises concernant les terrains non-attribués, pour qu'ils ne deviennent pas des «friches⁴⁴». Par conséquent, le rapport du préfet du département de Tulcea, Mihai Enescu, clarifiait partiellement la question, puisque «le surplus d'approximativement 9.000 ha entrés dans le patrimoine de l'État suite au Traité de Craiova de 1940» dépassait la superficie nécessaire à la colonisation. Pour régler ce problème, le préfet proposait la rédaction d'une loi qui «introduise dans la réforme agraire ce [terrain] disponible pour être donné, en lots, aux travailleurs de la terre de ce département, et, provisoirement, que la Chambre Agricole travaille ces terrains, par les comités des fermes, moyennant une dîme dirigée, par exception de l'Arrêté no. 1.204 / 1947 du Ministère de l'Agriculture et des Domaines» (par lequel on avait dissous la dîme-concession)⁴⁵. La proposition est restée sans effet parce que le 16 septembre 1948 le Service Agricole du département de Tulcea rapportait à la direction ressortissante que, suite aux décisions du Ministère de l'Agriculture et des Domaines de suspendre les travaux de mise en propriété et de colonisation, la superficie disponible dans le département, au lieu de diminuer, s'était accrue à 11.051 ha.

D'un autre côté, pendant la dernière année qui a précédé l'acte de début de la collectivisation, nombreux étaient les colonisés roumains qui continuaient de manifester leur mécontentement par rapport aux mesures insuffisamment énergiques de l'État sur la ligne de l'intégration adéquate et en totale sûreté dans les zones occupées. En ce sens-là, en octobre 1948, un nombre de 384 Roumains évacués du Quadrilatère et colonisés dans les départements de Tulcea et de Constanța devaient encore recevoir, de la part de l'État, des dédommagements pour les récoltes abandonnées pendant l'automne de l'année 1940⁴⁶.

⁴⁴ *Ibidem*, f. 98.

⁴⁵ *Ibidem*, f. 79.

⁴⁶ Dumitru Șandru, *op. cit.*, p. 217.

